

**2^e Conférence internationale
de l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien (O.S.O.I.)**

L'océan Indien au XXI^e siècle Transitions et Mutations

20 et 21 novembre 2019

**Amphithéâtre Genevax
Amphithéâtre 4 Michel Polényk
Amphithéâtre 5 Sudel Fuma**

**Campus du Moufia
Université de La Réunion**

L'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien

L'Observatoire des sociétés de l'océan Indien – O.S.O.I. – est une fédération de recherches de l'Université de La Réunion. Créé en 2010, il regroupe 6 Unités de recherches¹ et rassemble plus de 120 chercheurs spécialistes de droit, économie, sciences humaines, sciences sociales, science politique, littérature, linguistique, civilisation... Il tisse également un important réseau de partenariats internationaux. Les études disciplinaires et pluridisciplinaires de l'O.S.O.I. sont marquées du sceau des interconnexions internationales. Depuis sa création il a intensifié ses programmes de recherches et ses manifestations scientifiques permettant de produire des connaissances nouvelles sur les sociétés de l'océan Indien. En 2015, l'O.S.O.I. organisait un important colloque international (« Dire l'océan Indien ») suivi par une publication en deux tomes. Le projet de l'O.S.O.I. est de valoriser l'expertise issue de ces travaux et d'élever l'Université de la Réunion au rang d'expert dans la compréhension des sociétés de l'océan Indien. Un des objectifs opérationnels fixé consiste à valoriser et diffuser cette expertise en procédant d'une part à un état des recherches à partir de manifestations scientifiques, et d'autre part en rendant public ces travaux à travers des manifestations de valorisations et de diffusions des savoirs. L'O.S.O.I. est donc un lieu d'échanges et de débats. Trois axes thématiques (Risque et Développement, Territoires et Mobilité, Pouvoirs et Réseaux) organisent prioritairement cette plate-forme de savoirs sur le monde de l'océan Indien. Dans ce début du XXI^e siècle quand s'affirment les dimensions et les connexions de l'Indianocéanie (politiques, culturelles, sociales, économiques, touristiques...) et le « grand océan Indien », l'O.S.O.I. se veut un laboratoire d'idées, un pôle de réflexions et de valorisation. Il souhaite intensifier son implication afin de faire de cette fédération de recherches un producteur et diffuseur de connaissances (site internet, études, revues, publications, MOOC, colloques...). Sur les cinq dernières années, l'Observatoire des Sociétés de l'océan Indien a multiplié les manifestations scientifiques (colloques, séminaires, journées d'études...) et les publications (livres, articles, documents audio-visuels...) sur les trois axes structurants sa politique scientifique. En 2017, l'OSOI a organisé une conférence internationale afin d'intensifier la Fédération des chercheurs et les recherches sur les sociétés de l'océan Indien. Les jeudi 23 et vendredi 24 novembre 2017, la fédération de recherches Observatoire des sociétés de l'océan Indien (O.S.O.I.) de l'Université de La Réunion a organisé une conférence internationale. Cette conférence a réuni les différents acteurs (Université, Institut, laboratoire...) de la recherche en sciences humaines et sociales, en lettres... soit un large panel de disciplines (Droit, économie, géographie, histoire, linguistique, science politique sociologie...) permettant d'appréhender dans des démarches pluridisciplinaires les sociétés de l'océan Indien.

La conférence internationale organisée par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien a été un lieu et un temps de rencontres entre les chercheurs travaillant sur l'espace océan Indien. Le principe de la Conférence avait pour objectif premier de mettre en relations et en synergie les chercheurs afin de valoriser et d'internationaliser les connaissances sur les sociétés de l'océan Indien. Une vingtaine de chercheurs invités, en provenance de 14 pays différents (Afrique du Sud, Australie, Canada, Comores, Djibouti, France (Mayotte), Inde, Madagascar, Maurice, Mozambique, Pays-Bas, Seychelles, Sri Lanka...), et d'une quinzaine de structures de recherches, étaient présents afin de faire partager leurs travaux. Parmi les objectifs de cette conférence, la mise en place d'un comité scientifique international, l'élargissement du comité éditorial de la Revue numérique de l'OSOI (*Carnets de recherches de l'Océan Indien*), la préparation du colloque international de 2019. Cette rencontre internationale a ainsi permis d'échanger sur les programmes de recherches, de confronter des expériences et de se réunir sur les projets communs (colloques, séminaires, études doctorales, publications...) à l'échelle de l'océan Indien. Avec le succès de cette conférence, l'OSOI a décidé d'élargir encore ses axes et ses recherches sur l'océan Indien et de développer son internationalisation à l'échelle de l'océan Indien. En 2018, l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien et l'Université de La Réunion ont affirmé leur volonté d'intensifier les partenariats et d'internationaliser leurs recherches. En ce sens l'O.S.O.I. a multiplié les contacts afin de dessiner une nouvelle carte de partenaires internationaux (avec l'Afrique de l'Est et l'Asie). En élargissant considérablement ces coopérations nous ambitionnons de renforcer les programmes de l'O.S.O.I. sur l'étude de l'océan indien (*Indian ocean studies*). Sur ce calendrier, l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien a placé sa deuxième conférence internationale les 20 et 21 novembre 2019 à l'île de La Réunion. Cette conférence doit rassembler des chercheurs du monde entier afin de valoriser et d'internationaliser les recherches dans l'espace océan Indien.

Direction de l'O.S.O.I.
Elise RALSER et Yvan COMBEAU

¹ Les Unités de recherches membres de l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien sont les suivantes : C.E.M.O.I., C.R.J, D.I.R.E., I.R.I.S.S.E, L.C.F., O.I.E.S.

LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE L'OBSERVATOIRE DES SOCIETES DE L'OCEAN INDIEN

L'objectif premier de la conférence vise à définir et à appréhender les grands mouvements qui se produisent dans l'océan Indien en ce début de XXI^e siècle. Ces mouvements (continuités/accélération/ruptures...) peuvent concerner les individus, les idées/idéologies, la géopolitique, l'environnement, les échanges, les communications, les technologies...

- Océan Indien : approche de l'océan et des pays bordiers, les études peuvent embrasser l'espace de l'Afrique du Sud à l'Australie, de l'Inde aux T.A.A.F, de la côte est de l'Afrique à l'Indianocéanie... « L'océan Indien est désormais considéré comme une aire géopolitique de première importance » (Grare, 2012).

Cette manifestation se focalise sur l'histoire du temps présent et l'histoire immédiate de l'océan Indien au XXI^e siècle. En ayant à l'esprit que « le présent vient souvent de loin », il s'agit d'examiner les oscillations ou les ruptures qui se sont construites en amont de ce présent de l'histoire immédiate. Tant il est vrai qu'« au fil des siècles, l'océan Indien s'est constitué en un espace unifié et hiérarchisé par ses échanges » (Beaujard, 2009). Les communications peuvent également avoir des approches prospectives et étudier les tendances en devenir ou les scénarii qui se profilent. Elles étudient sur les savoirs, les croyances ou les discours sur le présent de l'océan Indien. Elles peuvent recouvrir des études sur les nations, les espaces insulaires, les organisations régionales. Le terme de transition interroge les évolutions (graduelle ou brutale) de/dans l'océan Indien. Il invite à examiner les mouvements, les passages, les transformations progressives à venir. L'analyse des transitions permet d'étudier les situations environnementales, économiques, politiques, historiques, géographiques... et les processus qui font et caractérisent les variations en formation. Le terme de mutation questionne les modifications, les transformations et les périodes, les contextes, les conjonctures... sur lesquels elles se déroulent. Ces changements profonds, souvent radicaux et rapides, dessinent de nouvelles lignes, imposent de nouvelles contraintes. Les communications sur les transitions et des mutations sont ouvertes sur tous les champs des Sciences humaines et sociales mais aussi sur des approches d'autres disciplines scientifiques. Elles sont conduites à différentes échelles et approches (locale, nationale, régionale, globale...) et sous l'angle comparatif. Dans le cadre de cette conférence a été intégrée une session ouverte spécifiquement aux doctorants sur les études de l'océan Indien / *Indian Ocean Studies*.

Comité d'organisation / comité scientifique

- Daphné Bérenger, Étudiante de Master Lettres, 2^e année
- Serge Bouchet, MCF en Histoire médiévale
- Yvan Combeau, Professeur d'histoire contemporaine
- Vilasnee Hautin, Professeure d'Études du monde anglophone
- François Hermet, MCF en Sciences économiques
- Jean-François Hoarau, Professeur de Sciences économiques
- Monique Hoarau, Gestionnaire financière
- Marie-Annick Lamy-Giner, MCF HDR en géographie
- Bénédicte Letellier, MCF en Littérature comparée
- Hélène Pongérard-Payet, MCF HDR en droit public
- Elise Ralser

Affiche réalisée par Noémie Brion en partenariat avec le BTCR

MERCREDI 20 NOVEMBRE

Amphithéâtre Genevoux

8h30 : Accueil des participants / accueil café

9h15 : Discours d'ouverture

- Président de l'Université : **M. Frédéric MIRANVILLE**

- Président de la Région Réunion : **M. Didier ROBERT**

- Doyen de la FLSH : **M. Jean-Michel JAUZE**

- Directeur de l'O.S.O.I. : **M. Yvan COMBEAU**

10h00 - 12h00 : session n°1

Transitions et Mutations dans l'océan Indien

Président de séance : **Elise RALSER**
Université de La Réunion

1. **Frédéric GRARE**, *Chargé de mission océan Indien, Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie*
2. **Madi HAMADA**, *Secrétaire Général de la Commission de l'océan Indien*
3. **Zhongqi PAN**, *Professor at Fudan University, Shanghai, China*

11h15-12h00 : Débat

Pause déjeuner 12h00-13h45

APRES-MIDI

14h00 - 15h30 : session n°2

Amphi 4 - Panel 1 : responsable : **Yvan COMBEAU**

India's Transition in the 21st Century: Traditional and Non-Traditional Security Challenges

Présidente de séance : **Anusa BASU RAY CHAUDHURY**
Senior Fellow at the Observer Research Foundation, India

1. **Vikash KUMAR**, « Climate Change, Livelihood and Rural Immiseration: Evidence from India »
2. **Radu CARCIUMARU**, « Turning rebels into stakeholders: Subnational Movements in South Asia »
3. **Arjun KUMAR**, « Urbanization and Smart Cities Mission: Issues related to Inclusion and Sustainability in India »
4. **Simi MEHTA**, « Unbridled Political Paranoia and its Impact on the Socio-Economic Framework of India »

15h00-15h30 : Débat

Amphi 5 - Panel 2 : responsable : **Marie-Annick LAMY-GINER**

Indianocéanie : enjeux et pouvoirs

Présidente de séance : **Marie-Annick LAMY-GINER**
Université de La Réunion

1. **Christian BOUCHARD**, « La place des îles dans le théâtre stratégique de l'océan Indien »
2. **Annabelle CELESTE**, « Mesurer la maritimisation dans le sud-ouest de l'océan Indien : à qui profite le "boom" maritime? »
3. **Didier NATIVEL**, « Les villes de l'océan Indien occidental au cœur de mutations régionales et globales ? (début du XIX^e-fin du XX^e) »
4. **François TAGLIONI**, « Risques et développement dans les espaces de l'Indianocéanie »

15h00-15h30 : Débat

Pause-café

16h00 - 17h30 : session n°3

Doctorants - Docteurs

Amphi 4 - Panel 3 : responsable : **Marie-Annick LAMY-GINER**

Enjeux Géopolitiques

Présidente de séance : **Marie-Annick LAMY-GINER**
Université de La Réunion

1. **Alexandre AUDARD**, « L'océan Indien dans une baie : recompositions politiques et horizons sécuritaires de la base navale stratégique de Diego-Suarez (Madagascar, 1973-2020) »
2. **Priya BAHADOOR**, « Géopolitique de l'océan Indien, quelle situation ? »
3. **Léa MICHELIS**, « L'Iran et le détroit d'Ormuz, quelle ouverture vers l'océan indien ? »
4. **Parwine PATEL**, « La transformation de l'équipe des Springboks post-apartheid : la fin d'une période de transition (2013-2019) ? »

17h00-17h30 : Débat

Amphi 5 - Panel 4 : responsable : **Serge BOUCHET**

Des sociétés en construction dans le sud-ouest de l'océan Indien

Président de séance : **Serge BOUCHET**
Université de La Réunion

1. **Badrouline ABDOU NOUHO**, « Art et détournement. Du fait artistique au fait politique aux Comores au XXI^e siècle »
2. **Emmanuelle HESS**, « Identités réunionnaises et sud-africaines en reconstruction à travers les métissages »
3. **Vincent MATHIVET**, « La mondialisation sportive de l'océan Indien : une approche géopolitique »
4. **Hassani MOHAMED RAFSANDJANI**, « La réforme constitutionnelle comorienne du 31 juillet 2018, rupture, transition, ou continuité constitutionnelle ? »

17h00-17h30 : Débat

Fin session : 18h00

JEUDI 21 NOVEMBRE

08h30 - 10h00 : session n°4

Amphi 4 - Panel 5 : responsable : **Hélène PONGÉRARD-PAYET**

« Mutations et Transitions » au prisme du droit international et européen

Présidente de séance : **Hélène PONGÉRARD-PAYET**
Université de La Réunion

1. **Rémi BARRUÉ-BELOU**, « L'océan Indien, espace politique et juridique propice à un fédéralisme transnational/régional »
2. **Daniel DORMOY**, « Le droit de la participation aux organisations internationales régionales de l'océan Indien : quelles perspectives pour la participation de La Réunion ? »
3. **Marie-Pierre LANFRANCHI**, « La territorialisation de l'océan Indien : questions juridiques autour de l'extension du plateau continental des États riverains »
4. **Bérangère TAXIL**, « Migrations forcées et droit d'asile dans l'océan Indien : un régime dérogatoire aux frontières de la licéité internationale »

09h30-10h00 : Débat

Amphi 5 - Panel 6 : responsable : **Vilasnee HAUTIN**

Cinéma et société dans l'océan Indien

Présidente de séance : **Vilasnee HAUTIN**
Université de La Réunion

1. **Ian CONRICH**, « Lives in Transition: The Contrasting Film Adaptations of Sri Lankan Filmmaker Lester James Peries, from 1963 to 2002 »
2. **Elaine BURROWS**, « The Journal of Film Preservation: objectives and perspectives »
3. **David WALSH**, « Preserving film heritage in unfavourable environments »

09h30-10h00 : Débat

Pause-café

10h30 - 12h00 : session n°5

Amphi 4 - Panel 7 : responsable : **Serge BOUCHET**

Afrique du Sud / Est

Président de séance : **Yao Téléphore BROU**
Université de La Réunion

1. **Makame Omar MAKAME**, « Perceived climate change risks, adaptation and barriers to adaptation amongst fishers and seaweed farmers in Zanzibar »
2. **Jacques Joseph CHARLIER**, « Coega, nouvelle porte océane de l'Afrique du Sud sur l'océan Indien »
3. **Charne Margot LAVERY**, « The Indian Ocean and the Oceanic South »
4. **Laban Kithinji KINYUA**, « East Africa as an Intersection of new Empires: How Chinese and Japanese Infrastructure Investment is Reshaping Global and Local Geopolitics in East Africa »

11h30-12h00 : Débat

Amphi 5 - Panel 8 : responsable : **Yvan COMBEAU**

Transitions et mutations politiques

Président de séance : **Yvan COMBEAU**
Université de La Réunion

1. **Jocelyn CHAN LOW**, « Les élections générales de 2019 à l'île Maurice : enjeux et enseignements »
2. **Mouhssini HASSANI-EL-BARWANE**, « Nouvel imbroglio politique : en Union des Comores depuis mai 2016 »
3. **Toavina RALAMBOMAHAY**, « Mutations et transitions politiques sur les 10 dernières années »

11h30-12h00 : Débat

Pause déjeuner 12h00 – 13h45

APRES-MIDI

14h00 - 15h30 : session n°6

Amphi 4 - Panel 9 : responsable : **Bénédicte LETELLIER**

Mondialisation

Président de séance : **Bénédicte LETELLIER**
Université de La Réunion

1. **Amaury LORIN**, « La crise des Rohingyas en Birmanie (2017 à aujourd'hui) : un risque de déséquilibre pour l'océan Indien ? »
2. **David BREWSTER**, « The New Great Game: Planning for a Multipolar Indian Ocean »
3. **Farhad Abdool Kader KHOYRATTY**, « The world is now "an Indian Ocean": searching for new epistemes for power exchanges in the Indian Ocean »

15h00-15h30 : Débat

Amphi 5 - Panel 10 : responsables : **François HERMET / Jean-François HOARAU**

Les enjeux du changement climatique pour la Zone Océan Indien

Présidents de séance : **François HERMET / Jean-François HOARAU**
Université de La Réunion

1. **Dinesh SURROOP**, « Climate change in Island States »
2. **Anne Sophie TABAU** et **Marie THIANN-BO MOREL**, « Le droit global comme outil d'analyse interdisciplinaire de la justice environnementale »
3. **Michaël GOUJON** et **Jean-François HOARAU**, « Vulnérabilités au changement climatique et tourisme, le cas de l'océan Indien »

15h00-15h30 : Débat

Pause-café

16h15 : CLOTURE - AMPHITHEATRE GENEVAUX

Résumés des communications

Panel 1 – Amphi 4

India's Transition in the 21st Century: Traditional and Non-Traditional Security Challenges

The Panel on “India’s Transition in the 21st Century: Traditional and Non-Traditional Security Challenges” is convened by Impact and Policy Research Institute (IMPRI), India.

As part of the broader theme of the International Conference, being held at the University of Reunion, from November 20-21, 2019, The Indian Ocean in the 21st Century, Transitions and Mutations, this Panel brings together experts from academia having several years of research experience on the society, economy and policy of India.



Vikash KUMAR

Assistant Professor

Centre for Research in Rural and Industrial Development, India

vikashkumar27@gmail.com

Kumar Climate Change, Livelihood and Rural Immiseration: Evidence from India

Evidence from India Rapid climate change and rising concentration of greenhouse gases (GHGs) have multidimensional social, economic, political and environmental repercussions and challenges to which both humans and the ecosystem fail to cope with. The paper argues that though the impact of climate change is faced by both developed and developing countries, it is the latter which face the brunt more seriously and India is a glaring example. Despite significant economic development, the country has been persistently facing issues like poverty, illiteracy, water insecurity, loss of livelihood, health and food insecurity, borders tensions, environmental degradation and migration. The paper also argues that from the socio-economic point of view, there is a triangulation and causal relation between Climate Change, Livelihood and Poverty. This triangulation has established that climate change has significantly altered traditional livelihood pattern in India and thus immiserated its poor and vulnerable communities. The impoverished communities, especially the rural poor, are doubly victimised when they have to face the brunt of climate change and the current model of economic growth. To mitigate the above challenges, the paper proposes that India needs to opt for green economy strategy for the efficient use of resources, environment friendly, resilient and inclusive economic growth.



Radu CARCIUMARU

Research Fellow at the South Asia Institute
Heidelberg University, Germany
radu.carciumaru@uni-heidelberg.de

Turning rebels into stakeholders: Subnational Movements in South Asia

Subnational movements are a special form of ethno-national conflict. The paper seeks to contribute to a better understanding of ethnic mobilization, conflict dynamics as well as historical, sociological, constitutional and institutional aspects of ethno-national conflict. The paper focuses on the underlying causes for the emergence and escalation of an ethno-national conflict. It investigates the state responses in preventing or regulating such conflicts and scrutinizes both domestic elite strategies as well as transnational factors (e.g. involvement to various degrees of international actors at different stages of conflict – emergence, escalation, management or resolution). The paper will focus on and analyse the case studies of Mizoram, Punjab and Sri Lanka. The purpose of case studies selection is twofold, besides drawing parallels and discovering similarities comparing the ethnic conflicts, their negotiation and managements, it will constitute a basis for a valid theoretical generalization in terms of models best suited for the management of ethnic conflict.

**Arjun KUMAR**

Director
Impact and Policy Research Institute (IMPRI), India
arjunkumarresearch@gmail.com

Urbanization and Smart Cities Mission:**Issues related to Inclusion and Sustainability in India**

The new mission envisages the creation of prospective light houses of area area-based and pan city solutions in selected cities, focusing on the intersection between competitiveness, capital and sustainability, harnessing technology and specialized institutions. Since the third Five year, and subsequently with various policies, schemes, plans, Acts, Institutions, committees and commissions, the Central Government have focused on cities for infusing competitiveness, business climate and economic dynamics, the growth of Indian cities being supply induced. Despite few successful examples, Indian Cities, in general, are plagued with serious Capacity Deficiency in terms of planning, governance, utilization, designing, reporting, contracts and so on, especially on the account of operations, manpower, technical and financial know how, wholesome citizens feedback, periodic data base, etc. Findings from the study of a few selected cities under the mission provide important insights, such as the ignorance of the intricate relationship between population and development, area based development focused on a very small area with high financial support whereas various parts of the city remain deprived of basic facilities, slow pace of projects and less utilization of funds, non taking off of private sector investment, citizens and other stakeholders participation, complex urban governance and capacity deficiencies, among others. Smart and Empowered Urban Local Bodies can transform Urban India to achieve missions goal in holistic manner and steer into the vision of New India, based upon scientific periodic information and evidence.



Simi MEHTA

CEO and Editorial Director
Impact and Policy Research Institute (IMPRI), India
simi.impri@gmail.com

Unbridled Political Paranoia and its Impact on the Socio-Economic Framework of India

Hailing itself as the great land of freedom, democracy, diversity, non-violence and peace, India today has come to a grinding value-contradiction. Over the last few years, there has been a perilous upsurge in the institutionalization of communal canards, conspiracy theories, male chauvinism and caste arithmetic, populism, political aggression and arrogance, attacks on fundamental rights of speech and expression and of faith. The unbridled narcissistic political agenda has begun to dangerously corrode the socio-economic fabric of the country. By discussing the absolute menace created by the radical right-wing, this paper would attempt to answer whether “Unity in Diversity” really exists in India? Through extensive literature review and survey of official statistics, this paper seeks to assess the ways in which the political paranoia for power has led to widespread palpable discontent. Social and economic life of India has been affected by exponential rise in challenges like continued enslavement of women to suffocating patriarchal norms; coercion of Scheduled Castes and Scheduled Tribes to retain their traditional roles; persecution of Muslims and Christians; dilapidated state of education; hunger and starvation deaths; deplorable access to basic amenities and; appalling state of agrarian economy where anxious farmers continue to remain in debt-traps, eventually committing suicides. This paper hypothesizes that these have had gruelling implications upon the developmental agenda of the government of India. This paper would advocate urgent corrective measures by the concerted efforts of the executive, legislature, judiciary and civil society, to save the country from greater havoc and to sustain its democracy.



Panel 2 – Amphi 5

Indianocéanie : enjeux et pouvoirs

L'aspect sécuritaire constitue le leitmotiv de cette session principalement consacrée aux îles et aux villes, appréhendées comme des laboratoires des mutations en cours. L'étendue maritime est également étudiée comme un objet géographique. Il est question, dans cette session, de jeux de pouvoir, d'aire de rayonnement et d'influence. Maritimisation croissante, enjeux sécuritaires liés à la position des îles ou risques sanitaires en forment les thématiques majeures. La focale est également portée sur le rôle joué par les villes, actrices et hôtesse de changements structurels forts.

Les aspects géopolitiques forment la trame de fond de ce panel.



Christian BOUCHARD

Professeur

École de l'Environnement de l'Université Laurentienne, Canada

cbouchard@laurentian.ca

La place des îles dans le théâtre stratégique de l'océan Indien

Par l'importance des services opérationnels qu'ils peuvent rendre et des avantages stratégiques qu'ils peuvent procurer, les petits États et territoires insulaires apparaissent comme des pièces maîtresses dans un théâtre d'opération naval devenu d'intérêt mondial. En conséquence, les îles sont désormais pleinement intégrées à l'analyse et au déploiement stratégiques des grandes et moyennes puissances opérant des forces navales dans l'océan Indien.

L'intérêt pour les îles provient d'abord de l'étendue maritime qui les entoure et qu'elles permettent de surveiller, voire éventuellement de contrôler. Dans l'océan Indien, quatre grands rôles militaires sont joués par les îles, soit ceux de « station-service » (ravitaillement, repos), de « sentinelle » (surveillance), de « porte-avions insubmersible » (puissance de feu) et de « gendarme » (sécurité maritime). Ceux-ci ne sont pas mutuellement exclusifs alors qu'une île peut jouer plusieurs de ces rôles simultanément, voire même tous les rôles.

Dans l'océan Indien, la compétition stratégique entre les États-Unis, la Chine et l'Inde ainsi que le positionnement de certaines autres puissances régionales possèdent une dimension insulaire cruciale. À cet égard, on trouve trois situations que sont le développement du potentiel stratégique de ses propres îles (Inde, France, Australie), le développement de bases et des points d'appui sur des territoires étrangers (Diego Garcia, Agaléga, Assomption) ou encore le développement d'une coopération militaire significative entre grandes puissances (notamment États-Unis, Inde, Chine et France) et États insulaires (notamment Sri Lanka, Maldives, Maurice et Seychelles).



Annabel CELESTE

Doctorante, Laboratoire Espace-Dev
Université de La Réunion
annabel.celeste@univ-reunion.fr

Mesurer la maritimisation dans le sud-ouest de l'océan Indien : à qui profite le «boom» maritime?

De plus en plus de pays et d'institutions internationales emploient les termes de «croissance bleue» ou «d'économie bleue» afin de qualifier leur stratégie de développement durable sur le domaine maritime. Dans cette présentation, nous nous détachons de ces termes qui restent aujourd'hui très flous et lui préférons le terme «maritimisation», un concept économique et géographique qu'on peut définir comme l'accroissement et l'intensification des activités maritimes (transports, exploitation des ressources, activités de loisir, actions de l'État en mer, activités illégales, etc.).

Où en sont les pays et les départements français du sud-ouest de l'océan Indien dans ce processus de maritimisation ? Quels sont les plus gros changements opérés ces vingt dernières années dans le domaine maritime ?

Cette présentation expose les résultats d'une recherche qui propose et applique une méthode pour mesurer la maritimisation via un jeu d'indicateurs. Trois groupes de pays sont étudiés sur la période 1992-2015. Le premier est composé des îles du sud-ouest de l'océan Indien, à savoir les Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, La Réunion et les Seychelles. Le second groupe est composé des pays d'Afrique de l'Est, à savoir l'Afrique du Sud, le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie. Enfin, le troisième groupe est composé d'une sélection des pays qui sont considérés comme des grandes puissances maritimes, à savoir la Chine, les États-Unis, la France, le Japon et le Royaume-Uni. Globalement, la maritimisation a été plus rapide dans le sud-ouest de l'océan Indien, bien que l'on note des différences importantes entre les îles et selon les activités considérées.



Didier NATIVEL

Professeur d'histoire de l'Afrique et de l'océan Indien
Université Paris Diderot
didier.nativel@univ-paris-diderot.fr

Les villes de l'océan Indien occidental au cœur de mutations régionales et globales ? (début du XIX^e-fin du XX^e)

Bien que longtemps démographiquement minoritaires, les villes de l'océan Indien occidental ont joué un rôle crucial de longue durée, dans la connexion des territoires de cette région entre eux et avec le reste du monde. Si ces pôles ont constitué des lieux de bouleversements majeurs depuis le XIX^e siècle, ils ont également suscité des mutations de divers ordres et intensités qui ont affecté l'ensemble des espaces concernés. Le début du XX^e siècle est marqué par la généralisation de la présence européenne, la mise en place de systèmes coloniaux et l'imposition de logiques impériales dans les villes et à partir des villes. Il s'agit aussi d'une phase de renforcement d'infrastructures de communication et l'accélération de mobilités. De fait on assiste à un accroissement de migrations internes, en direction surtout des villes, comme à un afflux d'Européens, de statuts et de conditions diverses, aussi bien que de membres de minorités asiatiques (Inde, Chine) et du Proche-Orient, en plus grand nombre que dans le passé. Espaces du complexe, les villes demeurent plus que jamais les points nodaux clés des

rapports politiques, économiques, culturels des sociétés coloniales avec l'extérieur à travers, notamment, la circulation d'objets, de modèles culturels, d'idées. Creusets d'identités citadines nouvelles souvent cosmopolites, les villes ont aussi été travaillées par des projets anticolonialistes et nationalistes articulés à de multiples internationalismes.

C'est à partir de deux études de cas, Tananarive et Lourenço Marques/Maputo, que nous souhaitons aborder la question des mutations régionales et globales, saisies dans une moyenne durée (XIX^e-XX^e). Née avant la conquête coloniale, Tananarive constituait le cœur du Royaume du Madagascar. Son élite a cultivé, tout au long du XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, le souvenir de son passé prestigieux. À l'inverse, Lourenço Marques, pur produit colonial, a été perçue après l'indépendance (1975) et la mise en place d'un régime révolutionnaire, comme un espace à rebâtir. Nous montrerons que la prise en compte de ces trajectoires contrastées, mais chacune révélatrice de facettes multiples de l'histoire de l'océan Indien et de l'Afrique australe, est nécessaire pour saisir finement comment les villes ont bien été et restent des chambres d'écho et des moteurs de changements structurels qui ont touché et continuent de toucher cette région du monde.



François TAGLIONI

Professeur en géographie
Université de La Réunion
tagli@diplomacy.edu

Risques et développement dans les espaces de l'Indianocéanie

Cette communication se propose d'apporter une meilleure compréhension des degrés de la vulnérabilité sanitaire des territoires insulaires du sud-ouest de l'océan Indien. En dépit de leur niveau de développement humain variable, ils restent tous définitivement au cœur d'une zone géographique sanitaire sensible. Nous apporterons, dans une perspective synchronique, des éléments de comparaison sur la transition épidémiologique et sanitaire dans les petits États insulaires dans le monde. Nous proposerons également un zoom sur les deux départements outre-mers français de la zone dont le développement demeure fragile et incertain et dont le niveau de vulnérabilité sanitaire des populations reste élevé, particulièrement pour les maladies infectieuses. Les exemples des arboviroses (dengue, zika, chikungunya) ou encore du paludisme sont autant de révélateurs de la fragilité des systèmes sanitaires ultra-marins français. De la bonne gestion de ces risques sanitaires et de la capacité institutionnelle à y faire face dépendra l'achèvement de leur transition sanitaire.

L'étude de la transition sanitaire et épidémiologique fournit un cadre d'analyse propice à la mesure des inégalités de développement entre les pays du sud-ouest de l'océan Indien. Au demeurant, plutôt qu'une convergence, espérée par la transition épidémiologique, on observe un creusement des inégalités entre certains pays de la zone et les situations sanitaires sont désormais extrêmement diverses. La transition sanitaire rend compte des limites de la transition épidémiologique.



Panel 3 – Amphi 4

Enjeux géopolitiques

Ce panel propose une lecture des aspects et enjeux géopolitiques dans l'océan Indien à différentes échelles d'analyse. Du détroit d'Ormuz aux rivages malgaches, de l'archipel des Chagos aux contrées sud-africaines, cette session évoque les tensions et osmose qui ont cours dans un océan Indien, théâtre de rivalités mais aussi de coopérations. Pour l'ensemble des communications présentées, l'éclairage historique vient donner du relief à des analyses où émerge le concept de géostratégie.

Les mutations à l'œuvre semblent marquées tout à la fois par la globalisation et la fragmentation.



Alexandre AUDARD

Doctorant en histoire, Laboratoire CESSMA
Université Paris-Diderot
alandard@gmail.com

L'océan Indien dans une baie : recompositions politiques et horizons sécuritaires de la base navale stratégique de Diego-Suarez (Madagascar, 1973-2020)

Aujourd'hui station d'écoute de l'*Indian Navy* (depuis 2007), hier principale base navale et verrou militaire français dans l'océan Indien (de 1885 à 1975), la baie de Diego-Suarez, située à l'Extrême-Nord de Madagascar, demeure un épice des grandes rivalités maritimes depuis la fin du XIX^e siècle. D'autant plus qu'à l'heure d'une ré-arsenalisation et remilitarisation progressive des pourtours de cet espace maritime toujours plus stratégique et sous tension, de la base états-unienne de Diego Garcia aux diverses forces en présence à Djibouti, nombreuses sont les nouvelles puissances navales à y entretenir des projets.

Si ce fut toujours le cas, la ville d'Antsiranana ayant été un acteur-clé des grands conflits du XX^e siècle (comme lors de la célèbre opération *Ironclad* de 1942), de profondes mutations politiques eurent lieu durant ces dernières décennies. L'expulsion des militaires français entre 1973 et 1975 sous la présidence Ratsiraka et leur repli vers La Réunion affaiblit le pré carré hexagonal et recomposa un espace longtemps dominé par la thalassocratie britannique. Les anciennes infrastructures portuaires et militaires (bassin de radoub, arsenal, aéroports, etc.) pendant un temps délaissées furent peu à peu réinvesties : l'ambition démesurée du projet malgache *Andrakaka 2020*, souhaitant faire de la baie un « hub » aéroportuaire et industriel international, illustre d'ailleurs toujours des projets singuliers qui lui sont associés et qui continuent de prendre racine dans son passé, mais aussi de sa position incontestable de carrefour indianocéanique. Située au Nord du canal du Mozambique, disposant de tous les atouts pour maintenir une importante capacité de projection – tantôt « rade qui peut abriter toutes les grandes flottes du monde » dans la littérature scientifique coloniale, tantôt « porte-avions du Nord de Madagascar » – et ayant une topographie enclavée propice à une défense armée, celle qui fait partie des plus grandes baies du monde ne peut en effet que susciter le désir des puissances militaires et de celles en devenir.

La présence des nouvelles puissances régionales comme l'Inde, qui dès les années 1950 commençait à y entretenir des revendications et est désormais présente, ou encore la Chine, replace à court terme

Diego-Suarez tout comme d'autres ports d'Afrique australe comme nouvel enjeu géostratégique régional et objectif-clé des nouvelles grandes politiques et programmes de coopération navals.

Dès lors, cette communication souhaite ressaisir l'histoire immédiate de la conceptualisation d'un nouveau haut-lieu stratégique en ce début de XXI^e siècle ainsi que ses diverses revendications, au prisme de son inscription dans un temps plus long qui est celui d'un port militaire majeur à l'histoire singulière, cosmopolite et belliqueuse.



Priya BAHADOOR

Doctorante en histoire contemporaine, OIES
Université de La Réunion
priyabahadoor@gmail.com

Géopolitique de l'océan Indien, quelle situation ?

La presse américaine dévoile, en 2005, l'existence d'un rapport réalisé par Booz-Allen & Hamilton qui soutient l'hypothèse que la Chine élabore une stratégie navale afin d'assurer ses approvisionnements énergétiques qui se base sur un réseau de ports militaires et d'appuis logistiques depuis le Moyen-Orient, à la mer de Chine, passant par l'océan Indien. Ce réseau de bases et de points d'appui sera connu comme « collier de perles ».

Autre fait intéressant pendant ce 21^e siècle, le lancement de l'OBOR-One Belt One Road en 2013 par le Président chinois Xi Jinping. L'initiative comprend le plus vaste projet d'infrastructures de la Chine mais qui se transformera en BRI-Belt and Road Initiative, ceinture terrestre qui a pour but de relier la Chine à l'Europe et comprend aussi une voie maritime qui reliera la Mer de Chine à la Mer Méditerranéenne, traversant l'océan Indien et la Mer Rouge. Le BRI met en place un cadre qui permettra à la Chine d'exercer son « soft power » en augmentant sa croissance économique et en la transformant en un acteur non-négligeable sur la scène internationale.

L'Inde qui considère l'océan Indien comme son arrière-cour naturelle craint un étranglement de la part de la Chine, son rival. C'est une des raisons de la tournée de Narendra Modi, Premier Ministre de l'Inde en début de 2015 à Sri Lanka, Maurice et aux Seychelles. Mars 2018, la visite officielle de Macron en Inde voit un accord de coopération militaire et logistique qui va permettre aux navires indiens d'accéder et d'utiliser les bases navales françaises dans l'océan Indien.

L'annonce de l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice en faveur de Maurice en ce qui concerne la souveraineté sur l'archipel des Chagos du 25 février 2019 aura-t-elle des conséquences sur la nouvelle donne géopolitique de l'océan Indien ? En tout cas, cet avis consultatif a renforcé la volonté du nouveau Président, Andry Rajoelina à « mener le combat pour la restitution des îles Éparses à Madagascar »² comme il l'a annoncé pendant sa visite pour les célébrations du 51^e anniversaire de l'indépendance de l'île Maurice.



² <http://ionnews.mu/quand-les-chagos-ouvrent-la-voie-pour-les-iles-eparses-12032019/>

Léa MICHELIS

Doctorante à l'IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire)
michelislea@gmail.com

L'Iran et le détroit d'Ormuz, quelle ouverture vers l'océan indien ?

Porte d'entrée du golfe Persique, le détroit d'Ormuz est un couloir maritime stratégique. Long de cent-quatre-vingts kilomètres, il borde les eaux territoriales iraniennes et omanaises. Depuis les années 1970, l'histoire de la puissance iranienne s'accompagne de l'utilisation stratégique du détroit. Il a été le théâtre de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Au cours de ce conflit, l'Iran a fait du détroit d'Ormuz un espace catalyseur de menaces. Depuis lors, l'Iran accorde une place majeure au détroit dans sa politique de défense. La doctrine militaire iranienne s'ancre autour de principes géostratégiques relatifs à cet espace restreint.

En outre, il représente aujourd'hui une voie de circulation du pétrole cruciale pour les échanges mondiaux. Il est la voie de sortie du pétrole du Golfe ainsi que du pétrole iranien. En effet, l'Iran possède les quatrièmes réserves de pétrole et les deuxièmes réserves de gaz naturel mondiales. De fait, le détroit d'Ormuz représente un atout pour le développement de son influence économique, politique et militaire.

Par sa localisation géographique, le détroit d'Ormuz permet à l'Iran de s'insérer dans un espace plus vaste que le golfe Persique : l'océan Indien. À partir des années 1970, la puissance iranienne déploie des efforts inédits pour s'intégrer dans cet espace de plus en plus stratégique. Elle s'emploie aujourd'hui à créer des relations fortes avec l'Inde et la Chine, s'ouvrant ainsi à de nouveaux partenariats économiques, mais également de défense. À ces réflexions pragmatiques s'ajoute l'importance de la dimension mémorielle de l'espace perse. En effet, le détroit d'Ormuz est un espace de mémoire, reflet d'un empire perse jadis immense. Pour comprendre les enjeux centraux de la politique iranienne autour du détroit, il faut saisir que pour la puissance iranienne, l'Iran ne fait pas partie du Moyen-Orient mais de l'Asie de l'Ouest. Par cette construction géographique, le détroit d'Ormuz s'inscrit différemment dans une politique d'ouverture vers un espace, l'océan Indien.

Par l'étude de cartes mais aussi de documents d'archives, cette communication s'attachera à montrer en quoi le détroit est un outil de coopération pour l'Iran, ainsi que le fer de lance de sa puissance dans le Golfe mais aussi dans l'océan Indien. Nous étudierons comment l'Iran a pu utiliser cet espace comme point d'appui afin de comprendre la manière dont il pourrait encore le faire aujourd'hui. Nœud de tensions, le détroit d'Ormuz est un réel espace de puissance.



Parwine PATEL

Doctorante, Laboratoire Espace-Dev
Université de La Réunion
parwinepatel@hotmail.fr

**La transformation de l'équipe des Springboks post-apartheid :
la fin d'une période de transition (2013-2019) ?**

En 1995, la coupe du monde de rugby en Afrique du Sud fut le théâtre et l'incarnation de la réconciliation entre « blancs » et « non blancs » voulue par le premier président « noir africain » élu démocratiquement, Nelson Mandela. Ce dernier souhaitait alors faire de la sélection nationale des Springboks un symbole d'unité dans un pays longtemps ravagé par les discriminations raciales et le régime de l'apartheid. Le slogan de la fédération sud-africaine de rugby lors de ce moment historique devait réunir tout un pays autour d'« une équipe, un pays » mettant en avant le caractère « non-racial » de l'équipe des Springboks ; autrement dit une équipe dont les joueurs n'étaient plus sélectionnés par rapport à leurs « races » mais sur le seul critère du mérite. Cependant le fait qu'un seul joueur « de couleur » figurait dans l'équipe des Springboks en 1995 fut par la suite décrié. La représentation de la « nation arc-en-ciel » au sein de l'équipe des Springboks a depuis fait couler beaucoup d'encre et reste, à l'heure actuelle, un sujet national au cœur des débats gouvernementaux. En effet, la difficulté pour la fédération sud-africaine de rugby (*SARU*) à se réformer/transformer afin d'être plus représentative des différents groupes ethniques sud-africains a suscité la mise en place de mesures gouvernementales de discrimination positive (système de quota, menaces de sanctions financières...).

A travers notre communication, nous souhaitons d'abord évaluer les derniers résultats obtenus par la *SARU* alors qu'un plan quinquennal (2015-2020), mené par le ministère des sports et des loisirs sud-africain et destiné à intégrer cinquante pour cent de joueurs « noirs africains » au sein des Springboks, s'achève. Dans un second temps, nous discuterons des enjeux liés à cette transformation pour le rugby sud-africain.



Panel 4 – Amphi 5

Des sociétés en construction dans le sud-ouest de l’océan Indien

Comment s’affirme l’identité du sud-ouest de l’océan Indien ? Cette partie de l’océan Indien connaît des constructions et des reconstructions sur les plans politique et individuel. Les interventions investigueront les modalités artistiques, institutionnelles, littéraires et sportives d’une affirmation des îles indianocéaniques, construisant leur spécificité.



Badrouline ABDOU NOUHOU

Doctorant en Histoire politique
Université de La Réunion

Art et détournement. Du fait artistique au fait politique aux Comores au XXI^e siècle

Le détournement consiste à transformer l’usage d’un objet, ou l’apparence d’une œuvre d’art pour donner à l’objet une autre fonction et un sens nouveau. Le détournement consiste alors en une modification du sens de l’image ou de la fonction de l’objet. Cette nouvelle pratique de l’art s’inscrit dans le prolongement des innovations de ces mouvements qui ont contribué à rompre avec l’art du passé (Dominique Berthet, 2019).

Aux Comores, l’apparition de l’art dans les années 90, consiste à conserver et redonner vie aux symboles magico-religieuses utilisés dans les talismans en les intégrant dans des expressions artistiques comme c’est le cas du mouvement pictural « SimboArt », l’Association des Artistes plasticiens comoriens de cette époque. Après ses études d’Art plastique à Madagascar, à l’Ecole des Métiers et d’Arts Plastiques d’Antananarivo (1997-1999), le plasticien Said Abdallah Ibrahim surnommé Seda, son nom d’artiste, retourne aux Comores en 2002 et intègre cette association « SimboArt » de son ancienne idole Modali. Ce dernier s’empare des écrits ésotériques issus de rituels ancestraux pour les porter sur une toile de jute (*guni*). Chacune de ses toiles s’érige en talisman (*hirizi*) protecteur.

Mais, le jeune Seda cherche à développer son propre style artistique. Il consacre ses œuvres picturales sur des aspects qui relèvent de la culture comorienne et des îles du Sud-Ouest de l’océan Indien connues sous la désignation scientifique d’« Indianocéanie ». Cependant, à partir de 2008 les œuvres de Seda entrepris une connotation politique et engagée. Ses expositions « Sous le silence I » en 2008 à l’Alliance Franco-Comorienne de Moroni et « Sous le silence II » en 2010, montrant cet engagement dévoué à la cause nationale, en faisant de la question de l’immigration des Comoriens vers l’île de Mayotte sous occupation française, l’objet de luttés de ses tableaux. Cet activiste voit, toutefois, ses productions censurées. Il est destitué de sa fonction d’enseignant d’Art plastique à l’école française Henri Matisse et interdit d’activité au sein de l’Alliance-française de Moroni. Ses productions ont été également vandalisées et saccagées à la place de l’indépendance des Comores par la police nationale comorienne sous le régime d’Ahmed Abdallah Mohamed Sambi (2006-2011).

Depuis 2005, l’artiste et homme de théâtre Soeuf Elbadawi, oriente sa réflexion sur la question de luttés aux inégalités sociales. Dans son ouvrage intitulé *Moroni Blues/chap. II*, publié en 2006, il dénonce, en effet, la monopolisation de la capitale, Moroni, par un groupe de familles se réclamant fondatrices de cette ville, alors qu’elle demeure un lieu de métissage et de brassage culturel. Ce livre a suscité, cependant, une vive polémique de la part de certains habitants de Moroni qui y voient une critique radicale contre la hiérarchie traditionnelle. Mais, à partir de 2009, ces œuvres artistiques prennent une connotation d’engagement citoyen décisif sur la question de Mayotte. A titre d’exemple, en mars, lors du processus de départementalisation de Mayotte, le comédien a mis en place une installation connue

sous le nom de *Gungu*. Un rituel ancestral qui montre le stade suprême du bannissement local (*malapvo*) dans la société comorienne. La personne contre laquelle on organise un *Gungu* est déjà bannie mais on lui ajoute ce châtiment infamant à laquelle participent unanimement les membres de la collectivité villageoise. A cet effet, l'homme de théâtre Soeuf Elbadawi détourne cette institution coutumière pour en faire un spectacle de rue pour s'interroger sur les relations entre les Comores et la France. Aujourd'hui, l'homme de théâtre continue, cependant à présenter ses spectacles en France tout en développant ses œuvres d'arts de lutte citoyenne.

Nous voyons ici que les mouvements artistiques comoriens ont réalisé des ruptures déterminantes vis-à-vis de l'art classique. Ils ont détourné le cours de l'art, l'entraînant dans de nouvelles directions. Cet article cherche donc, à comprendre les pratiques de détournements des œuvres artistiques de Soeuf Elbadawi (film, théâtres, etc.) et du plasticien Seda (tableaux d'arts plastiques) qui ont marqué l'art comorien dans ce XXI^e siècle. Il s'agit ici de comprendre le contexte qui est à l'origine du passage de l'art culturel à l'art politique, c'est-à-dire le contexte qui a poussé l'art comorien à embrasser l'esthétique de lutte ou l'artivisme.



Emmanuelle HESS

Doctorante en Littératures comparées
LCF, Université de La Réunion

Identités réunionnaises et sud-africaines en reconstruction à travers les métissages

La notion de métissage est souvent perçue comme une rencontre harmonieuse mais, dans la pratique, le métissage est souvent le résultat de rencontres symétriques et inégalitaires. Celles-ci se produisent souvent dans la violence. Si le métissage était remis en question, voire dénigré pendant les périodes coloniale et même post-coloniale, cette notion aujourd'hui n'a de cesse d'être questionnée et est souvent mise en scène à travers la littérature indianocéanique et plus particulièrement celle de l'Afrique du Sud et de La Réunion.

Il faut alors mettre en avant et comprendre les significations de ce terme chez différents personnages issus de récits de ces deux espaces. Le métissage est un état complexe puisqu'il fait se rencontrer plusieurs différences en un même corps, différences de couleur, de culture, de nationalité, de religion, etc. De plus, les figures métisses dans les productions littéraires sont souvent représentées confrontées aux hiérarchisations identitaires. Ce sont des identités en crise et conflictuelles.

A travers notre corpus, bien que le métissage soit une réalité de chair, pour les auteur.e.s, il est aussi la métaphore voulue de sociétés en reconstruction. D'une part il permet la création de nouvelles identités à part entière, en dehors des « stigmates » coloniaux et, d'autre part, il se tisse à travers des productions littéraires contemporaines pour symboliser des sociétés en plein processus de transition.



Vincent MATHIVET

Professeur certifié en lycée

Doctorant en Histoire, Université de La Réunion

La mondialisation sportive de l'océan Indien : une approche géopolitique

Cette étude a pour objet de montrer les aspects spécifiques de la mondialisation sportive de l'océan Indien, marquée par une certaine résistance liée à son histoire coloniale, à sa propre identité et à certains acteurs particuliers (Jackson Richardson, moringueurs de la zone ou rugbymen malgaches). D'où la problématique : comment expliquer, grâce à l'Histoire, les aspects originaux de la mondialisation sportive de l'océan Indien.

Le projet consiste ici à confronter plusieurs théories sur la mondialisation, comme celle de Huntington sur le « choc des civilisations », celle de Joseph Nye sur le « soft power », la notion de transfert culturel, ou encore la théorie de Crozier sur l'importance de l'acteur dans le système. Ce corpus théorique large sera explicité, nuancé voire critiqué, par l'étude de cas sportifs particuliers dans l'océan Indien. Ainsi, le Moring sera évoqué comme symbole de résistance à la mondialisation dans les îles indianocéaniques, en raison de sa diffusion géographique limitée à la zone, mais aussi de ses enjeux culturels avec ses racines liées à l'esclavage afro-malgache et son rôle patrimonial aujourd'hui. Le Rugby connaît une mondialisation limitée dans la zone, sauf à Madagascar où son développement s'explique par le refus de la colonisation française et son appropriation par les malgaches en particulier par les élites des hauts-plateaux. A l'inverse, la réussite exceptionnelle du Handball réunionnais tient surtout à la présence d'acteurs exceptionnels comme Jackson Richardson, devenu une icône mondiale.



Hassani MOHAMED RAFSANDJANI

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.) en Droit public

Université de Toulon

rafsa@ngoshaw.com

La réforme constitutionnelle comorienne du 31 juillet 2018, rupture, transition, ou continuité constitutionnelle?

Dans un contexte politique et institutionnel difficile, le Président de l'Union des Comores a convoqué le collège électoral pour adopter par référendum ce qui a été présenté comme un projet de révision de la Constitution du 23 décembre 2001. Mais cette réforme est consécutive à une série d'évènements, parfois à rebours de la conformité constitutionnelle et qui laisse douter de la « licéité » de la révision constitutionnelle ainsi effectuée. Boycottée par les partis de l'opposition, entérinée par un processus électoral contesté, et aboutissant à des nouveautés constitutionnelles mal accueillies comme l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, la réforme constitutionnelle semble avoir comme tordu la temporalité institutionnelle. L'on sait plus si l'on est aujourd'hui avec une constitution révisée, nouvellement adoptée, ou transitionnelle. L'objectif de la communication sera de réfléchir sur cette inflation constitutionnelle comorienne (7 constitutions en 44 ans d'indépendance) et sur la situation actuelle consécutive à la réforme de 2018. Nous souhaiterions dans un premier temps vérifier si cette réforme a respecté la procédure constitutionnelle de révision et dans un second temps, si l'œuvre constitutionnelle sur laquelle elle a débouché est créatrice ou révisionniste. D'autant plus, que les modifications apportées sont assez profondes pour une simple révision. Désormais par exemple, la modification change la forme de l'État, l'on passe d'un État fédéral à un État unitaire décentralisé. L'on

rogne le principe de l'autonomie des îles réduit au strict minimum. L'on fait passer l'Islam qui n'était jusque lors que la religion d'État, à la religion de la société et de la communauté nationale. L'on modifie aussi le principe fondamental de la présidence tournante en autorisant le renouvellement du mandat avant d'effectuer la tournante. L'on supprime les vice-présidents qui jusque lors étaient élus, et l'on supprime également les conseils insulaires. L'on tentera ensuite de placer la situation comorienne dans le sillage des transitions et mutations constitutionnelles de la région de l'océan indien pour une conclusion comparative. Dans celle-ci, nous nous interrogerons sur la particularité ou non de la situation comorienne. On remarquera par exemple, que comparé aux autres pays de la région, le réformisme constitutionnel est aigue aux Comores : 7 régimes institutionnelles en 44 ans d'indépendances. Non pas qu'ailleurs, l'on ne modifie pas les constitutions mais c'est toujours par la pratique de la révision constitutionnelle. Sans être exhaustif, Maurice par exemple n'a connu au fond que la constitution de 1968, révisée depuis lors certes plusieurs fois mais toujours par la voie régulière de la révision constitutionnelle. Les Seychelles n'ont connu que deux constitutions. La Tanzanie a connu quatre constitutions mais celle actuelle date de 1977. Il y a donc une certaine stabilité dans les institutions. Alors qu'aux Comores, les systèmes constitutionnels se suivent par la suppression ou la suspension des constitutions qui précèdent. La République proclamé à 4 reprises a connu 3 suspensions donc, un régime révolutionnaire et un régime putschiste. Les Comores seraient un peu comme en perpétuelles transitions institutionnelles d'où l'intérêt de la problématique que l'on souhaite aborder.



« Mutations et Transitions » au prisme du droit international et européen

Ce panel dédié aux « Mutations et Transitions » à l'œuvre dans l'océan Indien au prisme du droit international et européen démontre, d'une part, que nombre de questions juridiques ne sont pas encore résolues dans les relations interétatiques ou même interrégionales dans l'espace indianocéanique. De manière prospective, une première étude s'interroge sur les diverses manifestations fédératives pouvant prendre corps dans l'océan Indien afin de répondre aux défis pluriels de la zone. Dans son prolongement, une seconde étude traite de l'évolution du droit de la participation aux organisations régionales de l'océan Indien pour y permettre une plus large participation d'entités non étatiques, en particulier La Réunion. D'autre part, le panel s'intéresse à certains défis juridiques au cœur de l'actualité de la zone en lien avec la gouvernance des océans ou les politiques migratoires. Ainsi une troisième étude explore les subtiles questions juridiques entourant les demandes d'extension des limites du plateau continental des États riverains de l'océan Indien. Une quatrième étude clôture enfin le panel en portant un regard critique sur le régime spécial du droit d'asile applicable, pour des raisons notamment de lutte contre l'immigration irrégulière, à l'outre-mer français dans l'océan Indien.



Rémi BARRUÉ-BELOU

Maître de conférences en droit public
Université de La Réunion
remi.barrue-belou@univ-reunion.fr

**L'océan Indien, espace politique et juridique propice
à un fédéralisme transnational/régional**

Le fédéralisme constitue une forme malléable d'organisation ne se limitant pas à une institutionnalisation étatique. Au contraire, le fédéralisme, sorte de boîte à outils, offre des solutions multiples et variables de manifestations, qu'elles soient étatiques, trans-étatiques, inter-étatiques ou même interrégionales. Les quatre grands principes qui le fondent que sont l'autonomie, la séparation, la participation et la coopération peuvent être mis en œuvre selon des conditions variables afin de laisser une marge d'action souple aux acteurs nationaux et locaux. Ceci leur permet d'adapter ces principes et leurs manifestations aux besoins conjoncturels et géographiques.

Cette intervention propose d'analyser le concept de fédéralisme afin de mesurer le riche potentiel de ses manifestations en tant que possibilité de rapprochement institutionnalisé de relations interétatiques. Pour cela, nous proposerons de cerner le fédéralisme à travers ses éléments constitutifs fondamentaux que sont les *outils fédératifs*. Ces derniers définis et identifiés, pourront être alternativement analysés comme des clefs d'entrée afin de concevoir les multiples et possibles manifestations fédératives pouvant être mises en œuvre dans la zone océan Indien.



Daniel DORMOY

Professeur émérite
Université Paris-Sud/Paris-Saclay
danieldormoy@orange.fr

Le droit de la participation aux organisations internationales régionales de l'océan Indien : quelles perspectives pour la participation de La Réunion ?

La situation actuelle de La Réunion dans les organisations régionales de l'océan Indien³ est conforme au principe du caractère intergouvernemental des organisations internationales. En effet, c'est la France et non La Réunion qui est membre de la COI depuis 1986, et c'est la France qui dispose d'un statut d'observateur depuis 2003 au sein du COMESA et qui fait partie des « partenaires de dialogue » de l'IOA depuis 2001.

Le principe du caractère intergouvernemental des organisations internationales n'exclut pas cependant des évolutions qui dépendent essentiellement de l'accord des États membres de ces organisations sur une modification de leurs actes constitutifs permettant éventuellement la participation à l'organisation d'entités non étatiques et du cadre juridique national relatif à l'action extérieure des collectivités d'outre-mer que sont les Départements et Régions d'Outre-mer (DROM) régis par l'article 73 de la Constitution.

Autrement dit, si le droit international n'interdit pas une plus large participation de La Réunion aux organisations régionales de l'océan Indien, celle-ci dépend surtout des possibilités définies par l'évolution du cadre juridique national prise en compte par les États membres de ces organisations.



Marie-Pierre LANFRANCHI

Professeure de droit public
Aix-Marseille Université
mp.lanfranchi@univ-amu.fr

La territorialisation de l'océan Indien : questions juridiques autour de l'extension du plateau continental des États riverains

Le contexte contemporain de demande accrue mais de raréfaction des ressources terrestres minérales et fossiles renforce la compétition entre États dans l'accès à ces ressources stratégiques : le constat vaut pour les États de l'océan Indien, comme pour tous les autres États. Plus généralement, l'enjeu de l'extension des droits exclusifs sur le plateau continental, au-delà de 200 milles nautiques est devenu majeur.

Le nombre de demandes d'extension des limites du plateau présentées par les États de l'océan Indien (vingt-et-une⁴) auprès de la Commission des limites du plateau continental (CLPC) témoigne de l'intérêt

³ La Commission de l'océan Indien (COI), le Marché Commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), l'Association des pays riverains de l'océan Indien (ARC-IOA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

⁴ Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Comores, France, Inde, Indonésie, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Myanmar, Mozambique, Oman, Pakistan, Seychelles, Sri Lanka, Tanzanie, Somalie, Yemen.

porté par ces États à la question. Certaines ont d'ores et déjà abouti à des recommandations favorables de la CLPC (Australie, Indonésie, Maurice et les Seychelles dans la région des îles Mascareignes, Pakistan, Afrique du Sud), d'autres sont sous examen, d'autres encore ne pourront être examinées avant un long temps.

La communication se propose de dresser un état des lieux de cette pratique. Elle explore ensuite les questions juridiques en lien avec cette pratique : prise en compte (ou pas) dans la pratique de la CLPC de la différence de situation objective entre États, articulation respective des demandes en cas de chevauchement potentiel, traitement des demandes en cas de différend lié à la délimitation des frontières maritimes de l'État, articulation des demandes avec le régime juridique de l'Antarctique, rôle du juge international. Ces analyses, qui interrogent la logique de territorialisation de la mer, visent à mettre en évidence son étendue et son effectivité dans l'océan Indien.



Bérangère TAXIL

Professeure de droit public
Université d'Angers
berangere.taxil@univ-angers.fr

Migrations forcées et droit d'asile dans l'océan Indien : un régime dérogatoire aux frontières de la licéité internationale

Le droit des étrangers en outre-mer a toujours fait l'objet d'un régime dérogatoire par rapport à la métropole. Ainsi en est-il des dernières lois françaises de septembre 2018 réformant la nationalité à Mayotte, ou réformant le droit d'asile et de l'immigration. Ainsi en est-il de l'exclusion de l'espace Schengen de ces territoires d'outre-mer. Les principes fondamentaux du droit international et européen des réfugiés (non pénalisation de l'entrée sur le territoire, droit à l'étude de la demande d'asile, et non refoulement des réfugiés) sont-ils mis en danger par la multiplication des règles spéciales et l'augmentation des crispations européennes sur les politiques migratoires ?

La communication visera principalement à présenter le régime spécial du droit d'asile applicable à l'outre-mer français dans l'océan Indien. D'une part, on constate que la procédure de réception et d'étude de la demande d'asile est différente, et l'exemple récent des Sri lankais arrivés à La Réunion en atteste : régime dérogatoire de l'asile à la frontière, création de zones d'attente *sui generis*, procédure d'étude accélérée et menée à distance par l'OFPRA et la CNDA⁵. D'autre part, les droits des demandeurs d'asile sont réduits, par rapport à la métropole. Ainsi, ils ne bénéficient pas de centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) ni d'accompagnement juridique, et leurs droits sociaux sont également diminués. Dès lors, la communication analysera le caractère dissuasif d'une politique de non accueil guidée principalement par le souci de lutter contre l'immigration irrégulière, que ce soit dans l'océan Indien ou dans les autres territoires non métropolitains, tels que la Guyane.



⁵ OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides ; CNDA : Cour nationale du droit d'asile.

Panel 6 – Amphi 5

Cinéma et société dans l’océan Indien

Within the broader framework of the conference theme of “transition and mutations in the Indian Ocean”, speakers of this panel, specialists and professionals of visual and material cultures will share their expertise and experience of the various transformations that have affected cinema, both as an art and an industry, in Indian Ocean context but also beyond (Europe, Africa, the Pacific). This panel will approach cinema in the multiple functions it has assumed (aesthetic economic, social, political...) at a given time in a given society. It will consider cinema as an interactional system that regulates, to varying degrees the lives of men and women, but also man and his environment. The artistic and textual evolutions of cinema will be one of the themes of the panel with a focus on selected author directors, and their themes, styles and techniques that have undergone changes, driven or not by new technologies (**Pr. Ian Conrich**). The issue of the move from analog to digital cinema will also be addressed, with a focus on the strategies and policies related to protect early nitrate and celluloid film archive? (**David Walsh**). The panel will also present current modes of communication, for disseminating information on film heritage conservation, archiving and other related problems. How far can publications aimed at academic circles as well as for a general readership address conservation issues and assist in the preservation of cinema heritage? (**Elaine Burrows**). Finally, the safeguarding and access to archives are fundamental for any academic reflection or policy-making on all aspects of cinema. The preservation of the materiality and the spatiality of the cinema will assist in the building of a solid corpus of archives and source material. Despite the efforts and initiatives that have emerged in South Asia in recent years (research projects, restoration schemes, relations with political authorities and the public, academic publications), the question of the preservation of film heritage in Asia and Africa is still in dire need of subsidies and recognition. The existence of a long tradition in cinema in the Indian Ocean, largely but not exclusively due to Indian cinema, justifies that these issues be addressed and resolved, at the levels of both scholarship and cultural politics.



Ian CONRICH

Professor Visual Studies
University of Vienna
ian@iancorich.co.uk

Lives in Transition: The Contrasting Film Adaptations of Sri Lankan Filmmaker

Lester James Peries, from 1963 to 2002

Lester James Peries is undoubtedly Sri Lanka’s pre-eminent filmmaker. A director of twenty fiction features between 1956 and 2006, Peries combined Sri Lankan and European film aesthetics whilst also drawn to adapting local and foreign literature. Four such productions are *Changes in the Village* (1963, based on the novel *Gamperaliya*, by Martin Wickremasinghe), *Enchanted Island* (1976, based on the novel, *Madol Doova*, by Wickremasinghe), *The Village in the Jungle* (1980, based on a novel of the same name by Leonard Woolf), and *Mansion by the Lake* (2002, based on the play *The Cherry Orchard*, by Anton Chekhov). These four films span four decades of Peries’ career and are equally divided between adaptations of celebrated works by Sri Lankan and European writers. Peries is an observer of families and communities and lives in transition and it is how he captures these changes within his social dramas – adapted films that develop across time and space – that is the focus of this paper. There are many consistencies within Peries work as he remains attached to recurring themes and stylistics that help convey a particular vision, but at the same time this is a director that matures and moves between cultures and it is these transitions that make his films rewarding case studies of a wider evolving national cinema.

Elaine BURROWS

Editor, *Journal of Film Preservation*
jfp.editor@fiafnet.org

The Journal of Film Preservation: objectives and perspectives

Beginning with an overview of some of the ways in which moving-image archiving organisations disseminate information about their activities, this presentation will concentrate on the history and development of the *Journal of Film Preservation*, published bi-annually by FIAF, the International Federation of Film Archives. This periodical has existed in one form or another since 1972, and the presentation looks at its history and development.



David WALSH

Archivist, member of the Fédération Internationale de l'archivage du Film
d.walsh@fiafnet.org

Preserving film heritage in unfavourable environments

The struggle to preserve film – a struggle against lack of funding, lack of expertise, lack of interest – is much amplified in many regions of Asia and Africa where films sweating in hot, humid climates can be rendered unusable within decades. Do such challenging circumstances justify a policy of digitizing the content and then allowing the original materials to decay? The niceties of arguments about preserving the materiality and spatiality of cinema, a preoccupation primarily of comfortable film archives in temperate regions, can easily be swept away by the urgent need to rescue what remains of the past. **David Walsh** will consider how the ideals of film preservation, as defined by such bodies as FIAF, rub up against the harsh practicalities of dealing with piles of rapidly degrading films. How far can cinema be saved in such situations, and how much does it matter?



Panel 7 – Amphi 4

Afrique du Sud / Est

Espace maritime de premier plan, l'océan Indien est un cœur d'échanges économiques. Les intervenants du panel Afrique du sud /est porteront leur attention sur les zones portuaires et les connexions unissant cet espace aux autres espaces maritimes, reliant sud et est de l'Afrique aux pôles économiques mondiaux, notamment les puissants pôles asiatiques. Les liens locaux seront mis en évidence ainsi que la complexité des interventions lointaines.



Makame Omar MAKAME

Senior Lecturer
State University of Zanzibar, Tanzania
maqam04@gmail.com

Perceived climate change risks, adaptation and barriers to adaptation amongst fishers and seaweed farmers in Zanzibar

This article is based on research conducted in two sites located in the north-eastern parts of each island main island of Zanzibar, namely Kiuyu Mbuyuni, Pemba Island and Matemwe, Unguja Island. The research focused firstly on examine the perceived risk of climate change and sea level rise on fisheries and sea weed farming and secondly on examine the adaptation employed by fishers and farmers to the observed risks of climate change and other linked stresses. And finally the paper explored the barriers that prohibit these coastal community to adapt to current observed impact of climate change and its variability and future changes in climate. Using mainly survey data the study found that, declining sea level along the intertidal zones, declining rainfall and increasing frequency of dry spells were noticed and responded by the coastal communities in Kiuyu Mbuyuni, Pemba and Matemwe, Unguja. However, their attempt to adapt outside their traditional activities was constrained by number of barriers. Some of these barriers operate beyond their capacity to overcome but some like social and cultural barriers were within their range but needed efforts and political will to overcome them. The study finally suggests ways that could be used to build a resilient coastal community capable of overcoming barriers to adaptation.



Jacques Joseph CHARLIER

Professeur émérite

Université Catholique de Louvain

jacquescharlier@yahoo.fr

Coega, nouvelle porte océane de l'Afrique du Sud sur l'océan Indien

Après une longue gestation, le nouveau port de Coega (ou Ngqura en langue Xhosa) est venu compléter en 2009 le dispositif portuaire déjà bien fourni de l'Afrique du Sud. Situé dans la province du Cap Oriental, il se niche dans la Baie d'Algoa à 20 kilomètres au nord du port historique de Port Elizabeth. Vu ses caractéristiques nautiques, celui-ci s'avère insuffisant pour le trafic des conteneurs ainsi que pour les exportations de manganèse, alors que son terminal pétrolier est par ailleurs obsolète et trop proche de la ville. Aussi le déménagement de ces trafics, partiel pour le premier et total pour les deux derniers, a-t-il été décidé vers le nouveau port qui a aussi repris une partie des activités de Durban dans le domaine des transbordements mer-mer de conteneurs. Affichant en 2018 un trafic de 775.000 EVP (conteneurs équivalents de vingt pieds), il se rapproche désormais fort du deuxième port à conteneurs du pays, Le Cap où 900.000 EVP ont été manutentionnés durant la même année (contre près de 3 millions de boîtes équivalentes à Durban mais moins de 200.000 à Port Elizabeth, dont le terminal n'a pas été fermé malgré l'essor de celui de son nouveau voisin).

Coega est présentement surtout actif dans le domaine des conteneurs (avec 45 % de boîtes en transbordement, contre moins de 20 % à Durban comme au Cap), mais il va amorcer une diversification avec le transfert, effectif à partir de 2020, du terminal pétrolier de Port Elizabeth, puis de son terminal minéralier à compter de 2023. Ce dernier plafonne actuellement à 8,5 millions de tonnes annuelles mais le nouveau terminal qui sera mis en place à Coega permettra de porter les exportations minérales sud-africaines à 20, voire 25 millions de tonnes annuelles. Ceci ne sera possible que quand les lignes ferrées classiques reliant, via De Aar et Kimberley, le port aux mines situées dans la région de Sishen-Hotazel (dans la province du Cap Septentrional) auront été modernisées et renforcées pour le passage de trains extralourds.

Le port est associé à une vaste zone industrielle qui a longtemps tardé à se remplir, mais devrait accueillir, en lien avec le projet précédent, une fonderie de manganèse pour une valorisation locale de la matière première, dont l'essentiel continuera cependant à être exporté à l'état brut. Ce n'est pas la première usine lourde envisagée à Coega, des projets analogues dans le domaine du zinc et de l'aluminium ayant échoué pour diverses raisons (principalement environnementales dans le premier cas, de disponibilité d'électricité à bon marché dans le second). Un autre gros investissement pourrait se concrétiser bientôt, avec une grosse raffinerie destinée à servir le marché national mais aussi celui de l'océan Indien. Les investisseurs nationaux et internationaux potentiels sont poussés dans le dos par le gouvernement sud-africain pour aider au plein succès, qui tarde à venir, d'un de ses projets phare de rééquilibrage économique régional.

Le profil du port est donc appelé à évoluer significativement, de celui d'une plate-forme purement axée sur les conteneurs, comme actuellement, vers celui d'un port diversifié associé à une puissante zone industrielle et logistique qui viendra renforcer les deux autres puissants pôles, Durban et Richards Bay, dont l'Afrique du Sud dispose déjà sur sa façade de l'océan Indien. Contrairement aux deux nouveaux ports sud-africains précédents, en service l'un et l'autre depuis 1976, Richards Bay (où le charbon domine) et Saldanha Bay sur la façade atlantique (axé sur le minerai de fer), Coega ne devrait pas, vu sa proximité par rapport à Port Elizabeth, susciter une importante urbanisation locale et donner naissance à un nouveau noyau urbain. Par contre, le déménagement vers Coega d'une majorité des trafics actuels de Port Elizabeth donnera l'occasion de requalifier une partie des espaces libérés dans ce port à des fins urbano-portuaires.

Charne Margot LAVERY

Lecturer at Department of English, Pretoria
charnelavery@gmail.com

The Indian Ocean and the Oceanic South

This paper will consider the southern Indian Ocean in its connection to the Southern Ocean, which connects all the world's oceans in turn. Given the less predictable behavior of the monsoon in the southern Indian Ocean, this part of the cradle of globalization is far less well represented in historical and imaginary accounts than the northern regions. Yet, it is gaining new significance as the site of exploratory deepsea mining, scientific exploration, and shifting currents due to melting Antarctic ice. The Southern Ocean has been even less extensively represented given its inhospitability and lack of habitation, even though this invisibility has been inversely related to its rampant exploitation through sealing, whaling and krill fishing, as well as outsize presence in geopolitical positioning through the course of the twentieth century.

The sheer size of both point to the predominant oceanicity of the Southern Hemisphere, which, as Meg Samuelson has argued, can be thought of as "the oceanic South" alongside its socioeconomic character as "the global South". The south Atlantic has been recently theorized as 'the global South Atlantic' by Kerry Bystrom and Joseph Slaughter, and the south Pacific has long been recognized as a space of troubled exploration and violent externalization. This paper will propose the southern Indian Ocean as an object of study, registering its unique and little-studied oceanographic characteristics, the place of Madagascar in relation to the African continent and the submarine South West Indian Ocean Ridge, and shipping, air and imaginative links between southern Africa and Australasia.



Laban Kithinji KINYUA

Post-Doctoral fellow at the Department of Global Politics
Hosei University in Tokyo
labsgithinji@gmail.com

East Africa as an Intersection of new Empires: How Chinese and Japanese Infrastructure Investment is Reshaping Global and Local Geopolitics in East Africa

The access to the East African region through the Indian ocean by Japan and China has resulted to a complex nature of cooperation, complementarity, and competition between development partners from Asia and among the East African states. In this regard, the Indian ocean is regaining prominence in shaping the regional geopolitics. For instance, China has succeeded in “modernising” the Kenya-Uganda railway which has sparked a fierce rivalry between Uganda, Kenya, Rwanda, and Tanzania. Japan led Lamu Port-South Sudan Ethiopia Transport (LAPSSET) corridor project is another example of new alliances in East Africa facilitated by the Asian presence in the region. Furthermore, the recent interest and commitment of Japan to the Free and Open Indo-Pacific Initiative and the Blue Economy is set to further increase and reshape Japanese presence in the Indian ocean coast. Not only are these infrastructural investments creating new networks and centres of power, but they are also reviving the old ones that casts the region’s importance to global geopolitical arena.

Throughout history, Indian ocean has played a significant role in securing trade and political routes in the East African region. In this regard, most of existing analysis have focused on colonial history, and therefore producing somewhat Eurocentric perspectives. In the 21st century, the new development partnership with Asian countries is giving the region new analytical tools. This paper will therefore explore the new entrants with an aim to outline the normative development practices and management of maritime spaces. Many scholars of the significance of Asian partners to the place of Africa in global geopolitical arena often focus on comparative strategies pitting them against the conventional partners (the West). Another group of scholars focus on competition amongst the Asian partners in seeking attention from the resource rich Africa. While this paper introduces new elements to the above mentioned approaches, it will most importantly seek to analyse how the Asian strategy thrives upon the most important asset of Africa (just as the conventional partners did) with an aim to show what is new in the Asian partnership. In this regard, China’s expansionist policy (analysed using Belt and Road Initiative and the revamping of Kenya-Uganda railway) and Japan’s partnership to establish Asia-Africa growth corridor is analysed as one that prioritises the East African region to Asia through the Indian ocean. Furthermore, this paper will raise important critical issues embedded in both China and Japan’s projects in the Indian ocean coast priorities of infrastructural connectivities by asking; are they people centred?, do they connect or disintegrate the region?, what are the impact of China-Japanese projects to environment?, and finally how do these projects integrate economies of Asia and Africa?



Transitions et mutations politiques

Ce panel propose quatre études sur l'actualité politique dans le monde insulaire de l'océan Indien. A travers ces quatre analyses (Maurice, Madagascar, Comores, Sri Lanka), il s'agit de souligner les évolutions des premières années du XXI^e siècle et les thématiques qui s'imposent comme les structurants de la vie politique de ces états.



Jocelyn CHAN LOW

Associate Professor
Université de Maurice
jchanlow@gmail.com

Les élections générales de 2019 à l'île Maurice : enjeux et enseignements

De 1948 à 2019 Maurice aura connu plus d'une douzaine de grandes consultations populaires. L'enracinement du constitutionalisme dans un pays connu pour sa grande diversité ethnique et ses grandes inégalités sociales a fait qu'après 50 ans d'existence, la démocratie mauricienne est perçue comme un modèle de réussite dans la région et ailleurs.

Pourtant, l'instabilité politique est chronique et selon certains observateurs les élections du 7 novembre 2019 risquent de l'exacerber d'avantage, car selon eux, il sera l'occasion d'une lutte triangulaire entre deux anciens premiers ministres, Navin Ramgoolam et Paul Bérenger et le premier sortant Pravind Jugnauth. Il y a une perception, même dans les milieux académiques, que le système électoral de *first past the post* qui a toujours été utilisé aux élections, a toujours amené l'affrontement de deux blocs et avec comme résultat un gouvernement disposant d'une forte majorité à l'assemblée nationale.

Cependant, une analyse des faits révèle que de la fin de la deuxième guerre mondiale à 1982, les élections générales à l'île Maurice ont toujours été des luttes triangulaires, la seule exception étant les élections de 1967 quand les indépendantistes créèrent un front pour affronter le PMSD qui militait contre l'indépendance.

Certes, à partir de 1983, la vie politique à l'île Maurice va se dérouler au rythme du jeu des alliances. Mais cela est dû principalement à la cassure du MMM, principalement sur une base ethnique, et la création du MSM de Sir Aneerood Jugnauth. Ne disposant pas de plus 20% d'intentions de votes, le MSM, pour se maintenir au pouvoir, va inaugurer une nouvelle ère dans l'histoire des élections générales à Maurice, celle du jeu des grandes alliances pré-électorales. Les autres partis traditionnels suivront avec, comme résultat, une défiance grandissante de l'électorat face au personnel politique, le dépérissement des 'hardcore' des partis traditionnels et l'éloignement des jeunes de la politique face à ce jeu de 'pont d'Avignon où l'on tourne en rond'.

Les élections générales du 10 Décembre 2014 est une nette illustration des limites du jeu des alliances. L'alliance de l'Unité et de la Modernité réunissant le Ptr et le MMM, les deux grands partis du pays, représentait théoriquement 80 % de l'électorat et au départ ces derniers étaient convaincus de rafler au minimum une majorité de $\frac{3}{4}$ nécessaire à la réforme constitutionnelle et électorale, qui était la pierre angulaire de son programme. Pourtant, le verdict des urnes fut tout autre : Avec 49.83% des voix l'alliance *Lepep* menée par Sir Aneerood Jugnauth obtenait 47 des 62 sièges à pourvoir contre 13 à

l'alliance de l'Avenir qui ne récoltait que 38.51% des voix. Si Paul Bérenger parvint à se faire élire à la troisième position dans la circonscription 19, Navin Ramgoolam resta sur le carreau.

En outre, au 21^e siècle la vie politique à l'île Maurice verra émerger un nouveau phénomène : le « *Lawfare* » c'est-à-dire l'instrumentalisation des procès et des institutions quasi-judiciaires à des fins politiques afin de décrédibiliser et de dé-légitimer l'adversaire. A la fois le leader du MSM, Pravind Jugnauth, et le leader du Ptr, Navin Ramgoolam, firent l'objet de procès au judiciaire suite à des allégations de malversations. Ces procès, ajoutés à la défiance de l'électorat envers les alliances rendaient le jeu des alliances complètement bloqué, entraînant inévitablement une lutte triangulaire aux élections générales de 2019.



Mouhssini HASSANI-EL-BARWANE (fonction et université de rattachement)

mouhabar@yahoo.fr

Nouvel imbroglio politique : en Union des Comores depuis mai 2016

Après sa nouvelle réélection⁶, dans le deuxième cycle du quinquennat « *de la Présidence Tournante* » en République des Comores (2016-2021), Azali Assoumani a tenu, du 5 au 12 février 2018, des « *Assises Nationales* »⁷. Il a engagé sa responsabilité et celle de son gouvernement pour la « mise en œuvre des conclusions et recommandations, programme des mesures d'urgence devant être lancées dans les prochains mois, pour maintenir le flambeau d'espoir, de dialogue national et d'amélioration continue du bien-être social du pays ».

Sur cette lancée, il a organisé un nouveau Référendum, le 30 juillet 2018 pour une nouvelle révision de la constitution. Celle-ci fut contestée par une frange importante de la population, de partis politiques, de la société civile... des trois îles de l'Union des Comores.

Par conséquent, la stabilité du pays est menacée car les nouvelles dispositions institutionnelles (Suppression de la Cour Constitutionnelle, des postes des vices présidences au niveau des trois îles, des restrictions draconiennes des pouvoirs insulaires des Gouverneurs dans les îles autonomes, de la suppression des Conseils des îles, de la modification des mécanismes originels du pouvoir de la tournante, emprisonnements arbitraires des personnalités politiques de l'opposition, de journalistes...) sont considérées comme un coup de force contre les socles institutionnels, fondés sur les accords cadre de Fomboni de 2001. Pendant la crise séparatiste d'Anjouan de 1996-2001, l'Union Africaine, au nom de l'ensemble des institutions internationales fut désignée et assura, en tant que principal cautionnaire, la mise en application de l'accord de 2001, signé à Fomboni dans l'île de Mohéli.

L'Union des Comores fait de nouveau face à un destin d'élections présidentielles et des gouverneurs des îles anticipées, les 24 mars pour les premiers tours, et le 23 avril 2019 pour les deuxièmes tours. Comme prévu, les élections eurent lieu en suivant exactement le calendrier fixé. Le président Azali fut élu, dès le premier tour, avec un suffrage de 60,77%, selon les résultats provisoires de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Ces résultats furent confirmés par la Cour Suprême avec 59,05% des voix, soit 1,5 point de moins que les chiffres avancés par la CENI.

⁶ Azali Assoumani fut le premier Président élu à la première Présidence tournante de l'Union des Comores en 2002-2006.

⁷ Union des Comores, 2018, Suivi des Assises Nationales : Conclusions et Recommandations, Programme des Mesures d'urgences, 32 p.

En effet, la population est consciente que, dans les conditions d'aujourd'hui, le pouvoir a verrouillé le système pour éviter toute forme d'alternance démocratique. Ces élections auraient été une réussite si la question fondamentale de leurs sécurisations aurait été conforme. Cette conformité aurait été un préalable indispensable afin de garantir des opérations électorales libres, démocratiques, équitables, justes, transparentes et régulières.

Pour sauver le pays de l'anarchie, Il revient, dans la phase actuelle du nouvel environnement politique, de fixer un nouveau cap afin de reconstruire la vie politique et institutionnelle comorienne et incarner, avec toutes les forces politiques et la société civile, le renouveau auquel aspire la nation comorienne.



Toavina RALAMBOMAHAY (fonction et université de rattachement)

toavina2003@yahoo.fr

Mutations et transitions politiques sur les 10 dernières années

Après les crises de 2002 et 2009, Madagascar a selon, les acteurs politiques nationaux et la communauté internationale, réussi une double passation de pouvoirs qualifiée de démocratiques en 2013 et 2019.

A priori, les quatre acteurs majeurs des deux crises ont été départagés par les citoyens aux moyens des urnes lors des élections présidentielles de 2018. Il s'agit de Marc Ravalomanana (acteur de 2002 et 2009) et de l'actuel président élu Andry Rajoelina (acteur de 2009) ainsi que du président Didier Ratsiraka (acteur de 2002, 2009) et du président élu en 2013 Hery Rajaonarimampianina. Ce qui devrait clore la crise qualifiée d'interminable et devrait ouvrir à une ère de prospérité économique.

Cette double passation aurait fait mentir les scientifiques car en effet, les péripéties de ces 20 dernières années n'auguraient aucunement cette issue. Faut-il donc cesser de rappeler cet historique et conclure par « tout est bien qui finit bien » ou est-ce utile d'écrire ce pan d'histoire de Madagascar ?

En parallèle à la realpolitik, il convient d'intellectualiser le sujet. Ce faisant, il y aura un hiatus entre les thèses et opinions des chercheurs et la réalité politique. Le travail sera alors d'observer un peu plus en détail l'histoire de la Grande île de 2013 à 2018. Pour une double raison, la bibliographie utilisée n'est pas abondante. La première, la période étudiée est récente et la deuxième, le cas Madagascar n'attire pas assez de chercheurs. Ce qui donne aussi alors de l'intérêt au sujet.

Les scientifiques, Dirk Kotzé, Antonia Witt, Kazadi Mpiana, Bryan Klaas, Matthieu Pellerin sont les références les plus récentes et critiques qui donnent un angle différent du point de vue généralement admis. Nous estimons en faire partie. Comme ligne de fond, il serait possible de prime abord de qualifier la sortie de la crise de 2009 mais aussi de 2002, de fragile faute de justice.

Mais avant toute analyse, un travail historique s'impose.



Panel 9 – Amphi 4

Mondialisation

Ce panel portera sur le processus de mondialisation et ses conséquences sur la vie quotidienne des sociétés de l'océan Indien. Aujourd'hui, si nous admettons avec Bruno Latour (2017) qu'il n'y a plus d'idéal d'un monde partagé par ce que nous avons appelé jusqu'ici l'Occident, peut-on néanmoins déclarer comme l'a fait Harold James en 2002 la fin de la mondialisation ? De la phase prémoderne à la phase contemporaine de la mondialisation, le prétendu « berceau de la mondialisation » qu'est l'océan Indien reste l'un des exemples les plus intéressants de la mondialisation à étudier pour tenter d'y répondre. Les trois communications de ce panel proposent une réflexion sur les perspectives d'évolution de l'océan Indien, d'une part, entre les pays bordiers et, d'autre part, entre ces pays et le reste du monde. Dans quelle mesure l'océan Indien constitue-t-il un enjeu géopolitique et socio-culturel fondamental pour repenser l'interdépendance des pays ?



Amaury LORIN

Professeur d'histoire-géographie
Lycée Angellier, Dunkerque
amaury.lorin@sciencespo.fr

La crise des Rohingyas en Birmanie (2017 à aujourd'hui) : un risque de déséquilibre pour l'océan Indien ?

Pays bordier de l'océan Indien avec 1930 km de côte sur la rive septentrionale de cet océan, la Birmanie s'est soudainement ouverte en 2011 après cinquante ans d'isolement international, en engageant de courageuses réformes économiques et une incertaine « transition démocratique ». Parmi les mouvements et les risques transformant l'océan Indien au XXI^e siècle (espaces maritimes et terrestres), la crise majeure des Rohingyas musulmans, une minorité musulmane persécutée dans l'État côtier de Rakhine par la majorité bouddhiste de Birmanie, qui a éclaté en 2017, comporte un risque important de déséquilibre pour toute la partie orientale de l'océan. À l'origine d'un des plus grands désastres humanitaires de notre époque, l'exode forcé de près de 720 000 Rohingyas vers le Bangladesh voisin afin d'échapper aux exactions perpétrées par l'armée birmane (*Tatmadaw*), d'une ampleur sans précédent, bouleverse en effet tout à la fois les flux migratoires et les données géopolitiques internes de l'océan Indien de manière dramatique.



David BREWSTER

Senior Research Fellow with the National Security College
Australian National University
dhibrewster@bigpond.com

The New Great Game: Planning for a Multipolar Indian Ocean

The geopolitical environment in the Indian Ocean is changing and becoming more contested than it has been for decades. This is the result of several geopolitical changes that are occurring more or less concurrently. The United States has been the predominant power in the Indian Ocean for at least 40 years and even though its relative lead is diminishing, it may remain the leading military power in the region for decades to come. But there are many uncertainties about the US role in the region. There may be circumstances in which US military predominance in the Indian Ocean is threatened much faster than many expect. If technological advances in the extraction of gas and oil continue to reduce US dependence on imported energy then the Persian Gulf could easily become much less important to the US, perhaps fundamentally altering the US commitment to the Indian Ocean. A reduced US presence in the Gulf could spark a period of intense strategic competition as China, India and other countries move to fill any perceived power vacuum. That would be likely to have a knock-on effect right across the Indian Ocean.

A second major change in the geopolitical environment is the emergence of India as the biggest economic and military power among Indian Ocean states. As India's power grows it will likely seek to assume a greater leadership role across the region beyond its traditional areas of interest in South Asia. Since 1947, India has shown a strong aversion to the presence of other major powers in the Indian Ocean, although previously it had little power to do anything about it. Those concerns are now very much directed at China. As a result, strategic competition between India and China is likely to become an increasingly important factor in the dynamics of the region.

Another big change in the geopolitical environment is caused by China. China has several important strategic interests in the Indian Ocean that are likely to drive an ever-greater military presence. Beijing's most crucial interest is the protection of its trading routes, over which around 82% of its imported oil needs are transported from the Middle East and Africa. These sea lanes are highly vulnerable, especially at the so-called maritime "choke-points" such as the Strait of Hormuz and Malacca Strait. But China also has other important strategic interests in the region, including a growing number of Chinese nationals and investments related to China's Belt and Road Initiative (BRI). The imperative to protect people and assets is likely to become an increasingly important driver in China's military presence in the region.

The growing strategic roles of India and China in the Indian Ocean are being complemented by several middle powers. Australia and France have both long been active in the region. Japan and the United Kingdom have also been building their presence. Indonesia also has particular strategic significance. Since independence it largely turned its back on the Indian Ocean, giving its attention to Southeast Asia and further north. But Indonesia may increasingly come to understand the influence it can wield across the Indian Ocean region, including through its relationships in Southeast Asia and the Islamic world.

Together these developments mean that the Indian Ocean will almost certainly become a much more multipolar and complex strategic environment than at any time in the modern era.



Farhad A.K.S. KHOYRATTY

Associate Professor in Cultural Studies
University of Mauritius
farhadkhyratty@gmail.com

**The world is now “an Indian Ocean”:
searching for new epistemes for power exchanges in the Indian Ocean**

Representations are not just metaphors for power, but the sites for power struggles. A classic definition of globalisation from Anthony Giddens pertains to “the intensification of worldwide social relations which link distant localities in such a way that local happenings are shaped by events occurring many miles away and vice versa” (1991). Such social relations specifically accommodate the transmission of ideologies that essentially support economic and political globalisation. These relations are unequal a priori, tending to reflect both a hierarchy of cultural dominance and ongoing power struggles. As part of debates (e.g Held et al. 1999, James & Steger 2014) about what truly constitutes globalisation, our contention here is that the Indian Ocean more or less contemporary with the Western Middle Ages is an early avatar of ongoing (?) globalisation. However, whereas the Indian Ocean global was driven by the immediate reality of geographical juxtaposition with the Ocean as road, the current global world tends to have sailed along the furrows of power relations inherited from Western colonialism. But this reality coexists with fast shifting stakes, which established epistemologies are not always able to fit. The Ocean as a road, now superimposed with arrestingly fast communication and air-travel offers shifting sands that distort or even overwrite established North/South and West/East hierarchies. Such transformations will typically offer the unprecedented epistemological potential to consider peoples or cultures as discrete events only when their intersection in space and time and therefore a shifting ontology. Meanwhile, however, alternative mythopoeic epistemes reflect a desire to outperform such posthuman, post-territory everydayness, anchoring its fluidity, for instance through postmodern tribalisms. To explore these possibilities, we will focus on Hindustani cinema’s representation of Mauritius as the site of a relation that is both old and new. We will also be applying works of African philosophy such as of Kaboha and Ukpokolo.



Panel 10 – Amphi 5

Les enjeux du changement climatique pour la Zone Océan Indien

Présentation du panel manquante

Dinesh SURROOP

(fonction et université de rattachement)

d.surroop@uom.ac.mu

Climate change in Island States

Adverse impacts of climate change across temporal and spatial scales is a fundamental global issue. Small Island Developing States (SIDS) have constantly been recognized as the most vulnerable bodies to climate change; owing to their climatic and particular socio-economic characteristics. This paper provides an analysis of the current status of climate change in SIDS, shedding light on the adverse impacts experienced. It further provides an overview of the climatic landscape within the Indian Ocean, X and Y SIDS regions, highlighting the adaptation measures in place and focusing attention on the barriers hindering the adaptation approaches.



Anne Sophie TABAU

(fonction et université de rattachement)

Marie THIANN-BO MOREL

(fonction et université de rattachement)

Le droit global comme outil d'analyse interdisciplinaire de la justice environnementale

La justice environnementale est un champ de la sociologie encore peu mobilisé en sociologie française. Traditionnellement théorisé dans la sociologie nord-américaine à la suite des mouvements pour les *civil rights*, ce champ trouve une « traduction » en France notamment au sein de collectifs de chercheurs.es visant à comprendre les inégalités environnementales lors de la mise en œuvre des politiques publiques de protection de la biodiversité par exemple. Ce champ entend ainsi mobiliser des sciences humaines et sociales de manière interdisciplinaire. Depuis le début des années 2000, les théories du droit global suscitent, parallèlement, l'intérêt croissant des juristes à travers le monde, dans le prolongement de travaux initiés, là aussi, aux États-Unis. Ces théories proposent de nouvelles façons d'appréhender le droit, pour favoriser son adaptation aux enjeux globaux, en partant de l'observation du réel et non pas de catégories juridiques pré-définies. En permettant, grâce à l'interdisciplinarité, de considérer les acteurs impliqués, en pratique, dans l'élaboration et la mise en œuvre du droit, à différents niveaux, les théories du droit global ont ainsi vocation à affiner la compréhension des interactions à l'œuvre au titre de phénomènes complexes, comme les changements climatiques, dont la prise en charge mobilise de nombreux processus et systèmes juridiques, généralement considérés de manière cloisonnée. Nous proposons avec cette communication de faire se rejoindre les approches du droit global et celles de la justice environnementale pour envisager de manière heuristique les possibilités croisées d'analyse du social et de ses rapports avec l'environnement.



Michael GOUJON

(fonction et université de rattachement)

michael.goujon@uca.fr

Jean-François HOARAU

Professeur de sciences économiques

Université de La Réunion

jean-francois.hoarau@univ-reunion.fr

Vulnérabilités au changement climatique et tourisme, le cas de l'océan Indien

L'objectif de cet article est d'étudier si les territoires insulaires à spécialisation touristique sont particulièrement concernés par les conséquences déstabilisatrices liées au changement climatique. Leur mode de spécialisation économique fait-il de ces économies un ensemble plus vulnérable que d'autres à la contrainte écologique en cours. Pour ce faire, nous appliquons un indicateur de vulnérabilité physique au changement climatique à un échantillon de 250 économies dont 100 petits espaces insulaires indépendants et non souverains. Nos résultats montrent que les petites économies insulaires dont le mode de développement est dépendant de l'activité touristique sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Cette vulnérabilité se traduit principalement par les risques associés à la montée du niveau des mers et à l'intensification des événements extrêmes tels que les chocs de température et les cyclones. Nous montrons quelques résultats spécifiques aux îles situées dans l'océan Indien.

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES